

Synthèse du rapport

Notre rapport en cinq parties détaille les saccages provoqués par les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Loin des mirages véhiculés par la propagande du COJOP, du CIO et de nombreux médias, nous avons pu constater que cette édition des Jeux s'inscrit parfaitement dans la lignée des éditions précédentes, avec les mêmes défauts structurels comme la sous-estimation du budget, les destructions écologiques ou la militarisation de l'espace public.

D'un point de vue économique, loin de l'opportunité financière vantée pour les territoires hôtes, les Jeux de Paris 2024 représentent un vaste gaspillage d'argent public. Celui-ci fut très bien illustré par le milliard d'euros dépensé en vain pour rendre la Seine baignable ainsi que par la nécessité de mettre en place un système d'indemnisation par l'État en vue de compenser les pertes financières de certains secteurs économiques. De plus le budget initial de ces Jeux (comme tous les budgets des JOP) a été sciemment sous évalué et si son montant final est encore inconnu pour le moment, les économistes annoncent au moins un triplement de celui-ci. Enfin, le doublement du prix des transports en commun et le coût prohibitif des tickets ont enterré toute idée d'évènement populaire, accessible à tous et à toutes.

D'un point de vue social, la stratégie de la chasse aux plus précaires a été clairement menée par l'État français et le COJOP, que ça soit à travers la gentrification des territoires populaires générée par la venue de la compétition (augmentation du prix du foncier dans et autour du village olympique, transformation de la tour Pleyel en hôtel de luxe) ou l'expulsion de plus de 12 500 personnes. Cette chasse aux précaires a conduit aussi à une augmentation de la répression des personnes sans-papiers et des travailleuses du sexe, dans une optique de nettoyage social. Par ailleurs, les conditions d'accueil des JOP ont occasionné de plus grandes difficultés d'accès au soins en Île-de-France et dans d'autres départements, ainsi qu'une mise en danger des athlètes par des compétitions dans une seine polluée tout comme la non prise en compte de la COVID-19 dans les protocoles. Par ailleurs, de nombreux dispositifs ont été mis en place par l'État pour obliger les écoles à intéresser les plus jeunes aux JOP, et cela au prix d'une propagande acharnée. Enfin, loin des promesses de créations d'emplois amenées par les JOP, ceux-ci ont conduit à une aggravation de l'exploitation au travail, que ce soit pour les 45 000 bénévoles ou les CDD précaires embauchés par le COJOP avec des contrats fallacieusement placés sous statut de cadres aux seules fins de ne pas payer d'heures supplémentaire.

D'un point de vue écologique, la promesse de Jeux verts est là loin aussi d'avoir été réalisée. Comme les éditions précédentes, les Jeux de Paris ont entraîné la destruction d'espaces naturels, que ce soit en banlieue parisienne (jardins ouvriers d'Aubervilliers, l'aire des vents à la Courneuve, le bois de Taverny, des milieux boisés à Élan-court ou des roseaux à Vaires-sur-Marne) ou plus largement en France (destruction des coraux à Tahiti et bétonisation à Marseille). En plus des destructions, les Jeux de Paris 2024 ont entraîné une forte pollution que ce soit du CO2 (les estimations basses parlent de 1,58 million de tonnes de CO2 émis), de la pollution visuelle avec une omniprésence de la publicité (comme la pub géante pour Nike recouvrant tout le centre Pompidou) ou tout simplement de la surproduction avec la création de 17 000 smartphone offert par Samsung aux athlètes, de 2 650 voitures électriques par Toyota ou de 6 millions de bouteilles en plastique par Coca-Cola.

Du point de vue démocratique, comme les éditions précédentes, les Jeux de Paris ont aggravé la militarisation de l'espace public avec la présence de 35 000 policiers, 15 000 militaires, 20 000 agents de sécurité privé, l'installation de centaines de caméras supplémentaires et l'utilisation récurrentes de drones. Les Jeux de Paris 2024 ont aussi été une accélération de la dérive autoritaire constatée depuis plusieurs années. Les JOP ont en effet été l'occasion de légaliser la VSA (vidéosurveillance algorithmique), de délivrer plus de 1 500 MICAS (Mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance), mais aussi de privation de liberté (notamment pour les personnes en hôpital psychiatrique), d'interdictions de manifester et d'une répression féroce du militantisme (principalement autour de la question Palestinienne). Par ailleurs, le traitement médiatique des JOP a été des plus partiales, évinçant totalement les discours critique de l'évènement et faisant la promotion des forces de l'ordre.

Enfin, d'un point du point de vue du validisme, les JOP de Paris ont été d'une grande violence pour les personnes handicapées. D'une part parce qu'elles ont aussi subi les saccages écologiques, sociaux et démocratiques et d'autre part parce que aucunes des promesses d'accessibilité des Jeux n'a finalement été mis en place, notamment en terme de transport. De plus, les Jeux paralympiques et leur traitement médiatique ont donné lieux à de nombreux discours validistes basés sur « l'inspiration porn ». Et malgré toute l'attention médiatique autour du sujet du handicap permise par la compétition, peu de personnes handicapées ont vraiment eu droit à la parole et aucune de leurs luttes n'a été mentionnée.

Les faits établis par ce rapport permettent de dire qu'il n'y a pas d'exception française : à l'instar de chacune des éditions précédentes, les Jeux de Paris 2024 ont été un saccage financier, démocratique, écologique et social.